

Jean-Baptiste André Godin à Benoît Malon, 22 février 1886

Auteur·e : **Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888)**

Les folios

En passant la souris sur une vignette, le titre de l'image apparaît.

4 Fichier(s)

Informations sur le document source

CoteFG 15 (25)

Collation4 p. (381r, 382r, 383r, 384r)

Nature du documentCopie à la presse d'un manuscrit

Lieu de conservationBibliothèque centrale du Conservatoire national des arts et métiers, Paris

Citer cette page

Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888), Jean-Baptiste André Godin à Benoît Malon, 22 février 1886, Équipe du projet FamiliLettres (Familistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle) consulté le 18/09/2025 sur la plate-forme EMAN :

<https://eman-archives.org/FamiliLettres/items/show/51966>

Informations sur l'édition numérique

ÉditeurÉquipe du projet FamiliLettres (Familistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle)

Présentation

Auteur·e [Godin, Jean-Baptiste André \(1817-1888\)](#)

Date de rédaction [22 février 1886](#)

Lieu de rédaction Guise (Aisne) - Familistère

Destinataire [Malon, Benoît \(1841-1893\)](#)

Lieu de destination 19, rue du Faubourg-Saint-Denis, Paris

Scripteur / Scriptrice [Moret, Marie \(1840-1908\)](#)

Description

Résumé Godin plaide pour l'unité « des socialistes d'études et d'expérimentations » et la constitution d'un programme de réformes. Il présente la question de l'héritage de l'État comme la réforme fondamentale que la *Revue socialiste* et la Société républicaine d'économie sociale devraient étudier. Il lui envoie à cette fin *Mutualité nationale* et les études sociales sur l'héritage de l'État, et lui promet de lui adresser l'*Étude sociale n° 7 : travail et consommation par l'héritage de l'État* dès sa parution.

Support La signature de la lettre n'est pas copiée.

Mots-clés

[Réformes](#), [Socialisme](#)

Personnes citées [Société républicaine d'économie sociale](#)

Œuvres citées

- « L'héritage de l'État, par M. Godin, fondateur du Familistère de Guise », *Revue socialiste*, janvier-juin 1885, p. 185-186. [En ligne : <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k5817508d/f191>, consulté le 18 août 2023]
- [Godin \(Jean-Baptiste André\), Études sociales n° 4 : L'héritage de l'État ou la réforme des impôts, Guise, Librairie du Familistère, 1884.](#)
- Godin (Jean-Baptiste André), *Études sociales n° 6 : Ni impôts, ni emprunts. L'héritage de l'État dans les successions, base des ressources publiques*, Guise, Librairie du Familistère, [1886].
- [Godin \(Jean-Baptiste André\), Études sociales n° 7 : Travail et consommation par l'héritage national, Guise, Librairie du Familistère, \[1886\].](#)
- [Godin \(Jean-Baptiste André\), Mutualité nationale contre la misère : pétition et proposition de loi à la Chambre des députés, Paris, Guillaumin, 1883.](#)
- [La Revue socialiste, Paris, 1885-1914.](#)

Notice créée par [Pauline Pélissier](#) Notice créée le 14/06/2024 Dernière modification le 27/09/2024

Guise Familistère 22 février 1856
381

Au citoyen Malon,

Mon cher concitoyen,

Il se peut que je ne me rende pas bien compte du travail accompli par la
Fibre socialiste; je ne suis peut-être pas
bien placé pour être bon juge. Mais quand
je sens dans les profondeurs de la vie sociale
les mouvements convulsifs des besoins de
notre temps et que je ne vois, pour y
faire équilibre, que la résistance et l'apa-
thie gouvernementales, je me dis que nous
avons, nous socialistes d'études et d'expé-
rimentations, autre chose à faire que de
la critique sociale, qu'il faudrait réaliser
entre nous l'union d'un certain nombre
de bonnes volontés pour affirmer un
programme de réformes et le faire accepter.

La question financière est celle qui
commence le désarroi dans le gouvernement;
la question ouvrière agravera la situation.
La pénurie des finances et l'insuffisance

des ressources seront la première excuse des hommes d'Etat qui ne savent ni ne veulent rien faire et qui ne comprennent rien des phénomènes économiques et sociaux de notre temps; l'ignorance des moyens à employer pour créer les ressources indispensables aux besoins sociaux, sera leur seconde excuse. Celle-là nous pourrions au moins la combattre et peut-être la faire disparaître. C'est dans ce but que je propose depuis trois ans l'Héredité de l'Etat comme sauveurain remède et comme prélude aux réformes sociales. J'en ai saisi tous les Députés et Sénateurs, j'ai martelé la question sous toutes ses formes dans le Devoir, mais sans écho. La Revue socialiste elle-même n'en a soufflé mot que dans son dernier numéro.

Tous me dites que la Société républicaine d'économie sociale est saisie de la question. Je serais heureux si je rencontrais là quelques amis disposés à bien étudier cette réforme. Cela pourrait leur faire faire un pas dans l'opinion. Mais ce n'est pas au pied levé qu'on peut embrasser les conséquences de ma proposition; il faut l'étudier, il faut la comprendre; autrement, on se lirera à des discussions inutiles.

Vous combattez les préjugés religieux, ah ! combien nous devrions combattre davantage, par ce temps de crises sociales, les préjugés économiques et sociaux ! Qu'on y regarde, c'est à cause de ces préjugés qu'on a fait jusqu'ici le silence sur l'héritage de l'état et sur bien d'autres choses que je livre à l'état d'expériences ; préjugés qui on apporte dans la question par routine, par éducation, par influence des maîtres et, souvent, par crainte inconsciente pour ses intérêts personnels.

Il faudra à la société républicaine d'économie sociale une grande dose de bonne volonté et d'amour du bien pour s'élever au-dessus de ces difficultés et pour aboutir à de bons résultats.

Ce ne serait pas trop, pour se faire une juste idée de l'importance de l'héritage de l'état, que de lire :

— Mutualité nationale contre la misère, (130 pages extraites de mon volume Le Gouvernement) ;

— L'héritage de l'état ou la réforme de l'impôt ;

— Ni impôts ni emprunts ou les ressources publiques par l'héritage de l'état.

Je vous envoie, par ce courrier, deux séries de ces trois ouvrages ; et je vous emmer-

rai, sous quelques jours, la 7^e étude sociale (au press-
— Travail et consommation par l'hérité nationale.

Si vous pourriez mettre en bonnes mains
ces ouvrages, je pourrais vous en envoyer davantage.

Permettez-moi de vous dire, mon cher
concitoyen, combien je serais heureux d'apprendre
que vous-même eussiez lu, à tête reposée, ces
quatre opuscules. Il y a dans leur contenu, je
vous l'affirme, la base pratique d'une issue social
sans troubles ni révolution.

Je ne veux pas dire que nous puissions être
en état de la faire appliquer, je ne suis pas homme
à me créer des illusions ; mais ce serait déjà beaucoup
pour les hommes sincèrement attachés aux réformes
sociales que d'en avoir fait entrer le plan dans la
discussion publique, et je dois franchement
vous avouer que c'est avec un certain regret
que j'ai vu la forme socialiste garder si
longtemps le silence sur ce sujet.

Prayez moi, cher concitoyen, votre
tout dévoué